

rappelle pas qu'une seule fois depuis 20 ans les cultivateurs n'aient pas dépassé les contingents initiaux à la mi-janvier. Il y a plus de six mois que nous avons fait nos dernières livraisons, et pour vivre sur le revenu provenant de 400 boisseaux à \$1.20 le boisseau il faut faire des miracles. Et que fait notre ministre? Il échelonne les ventes pour rendre les choses plus faciles pour quelques hommes à la Tête des lacs, et parce qu'il craint la mise à pied de quelques hommes qui de toute façon toucheront des prestations d'assurance-chômage. Il se fiche éperdument du cultivateur qui devra faire des versements à la fin de décembre et qui doit maintenant payer 9½ p. 100 d'intérêt sur des emprunts qu'il pouvait autrefois contracter à 5 p. 100.

Peu lui importe ceux qui font faillite. Ce qu'il veut, c'est un système efficace de manutention des grains. Tout cela paraît excellent sur le papier. De nos jours, il est difficile de trouver quelqu'un qui aille en ville, surtout le samedi soir, et qui s'y attarde, sauf nécessité absolue. Autrefois, nos villages nous donnaient des soucis, mais aujourd'hui, nous devrions nous inquiéter de nos villes, car elles souffrent également. Vous ne pouvez plus compter sur la présence d'un homme d'affaire quand vous avez besoin de lui, et vous ne pouvez vous attendre à trouver un marchand d'outillage. Nos frais de production sont assez élevés, mais nous allons maintenant devoir aller à 50 ou 60 milles faire réparer une machine à des prix que la Commission Barber considère comme scandaleux.

Il y a sept ans, je faisais partie d'un comité de la Chambre avec des députés du parti libéral et du NPD. Or, en y examinant le problème, nous sommes parvenus à la conclusion qui est maintenant celle de la Commission Barber. Ce lamentable gouvernement a mis sept ans pour l'adopter. Et que fait-il: il établit un autre comité chargé d'étudier ce qu'il faut faire. Que devons-nous faire pour convaincre ce gouvernement que nous devons maintenant payer 9½ p. 100 d'intérêt sur les prêts destinés à des machines qui coûtent \$2,500 de trop?

Personne en Grande-Bretagne, en France ou dans n'importe quel pays paie plus que nous autres au Canada, pour des machines agricoles mais cela n'empêche pas le gouvernement d'établir une autre commission. Allons-nous rester ici pendant que l'on ne s'occupe pas des enfants et que des communautés se désagrègent? Pendant ce temps, le ministre établit une série de commissions. J'ai déjà exhorté le gouvernement et les députés de mon parti ne sont pas les seuls à l'avoir fait aussi. Je constate qu'on s'inquiète également du côté ministériel. C'est ce qui me trouble.

• (3.30 p.m.)

Quand le premier ministre a visité l'Ouest du Canada, tout ce qu'il a pu dire, c'est: «Pourquoi devrais-je vendre votre blé?» Je déclare au premier ministre que nous voulons demeurer au Canada.

Le *Star* de Toronto contenait un article de quatre pages sur le séparatisme dans l'Ouest du Canada. Nous ne voulons pas du séparatisme. Nous sommes d'aussi bons citoyens que tous les autres Canadiens. Nous avons connu des coups durs autrefois, mais ne nous traitez pas en mendiants.

Une grande partie des avantages que procureraient les lois qui figurent dans nos statuts sont contrecarrés par d'autres initiatives du gouvernement. Nous avons des régions de développement régional et pourtant les banques, dans ma région, imposent des taux identiques à ceux qu'on exige à Toronto. Le premier ministre a déclaré que Toronto et la province de l'Ontario avaient contribué à l'inflation. Je demande au ministre d'État s'il pense que la Saskatchewan, l'Alberta et le Manitoba contribuent à l'inflation. Je le défie de faire pareille déclaration. Il sait que tel n'est pas le cas.

Je veux aujourd'hui laisser le gouvernement en face d'une seule considération car j'ai constaté, pendant les nombreuses années que j'ai passées ici, que le gouvernement libéral ne pouvait absorber qu'une idée à la fois. Je ne suis pas sûr qu'il agira mais je pense qu'il est en mesure de comprendre une seule et unique idée. Ce que je vais dire n'aura sans doute pas l'heur de plaire aux sociétés d'éleveurs mais ce qui m'intéresse, c'est le cultivateur et sa famille qui, depuis bien des années, se débattent, travaillent et s'évertuent afin de s'en sortir. Le ministre a laissé entendre qu'il était plutôt en faveur de cette idée. Le fait que le gouvernement ait l'intention de dépenser 71 millions de dollars cette année n'a aucun sens pour moi. C'est peut-être le point de départ d'un excellent discours, montrant ce que le gouvernement fait pour les cultivateurs mais les compagnies d'éleveurs n'ont que faire de cet argent pour continuer leurs opérations. Ce ne sont pas les sociétés d'éleveurs qui sont en difficulté, mais les fermiers.

Je vais déposer sur le bureau de la Chambre un rapport du Bureau fédéral de la statistique. Il y a également un autre rapport rédigé par Joe Caplan. Je voudrais incorporer ces rapports à mes remarques.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Peut-être est-ce l'occasion d'interrompre le député et de lui rappeler la requête qu'il a faite à la Chambre au cours de son discours, deman-